

Informations du Guatemala

N° 239

du 25 au 30 septembre 1987



POLITIQUE

Un comité pour vérifier les accords centraméricains
L'URNG : le dialogue, mais avec le gouvernement
Pas de dialogue mais des conversations
Des opérations de contrôle de la population
Répression syndicale dans la capitale
CDH-ONU : Des problèmes subsistent au Guatemala
Une trêve dans le conflit gouvernement/patronat

ECONOMIE

Le président de la Banque centrale démissionne
Une subvention de l'AID

INSURRECTION

Des actions insurrectionnelles dans la Solola

DROITS DE L'HOMME

La CIDH : La situation du Guatemala ne s'améliore pas
La CDHG : La situation du Guatemala est préoccupante
De nombreuses victimes de la violence officielle
Trois femmes assassinées
L'armée tue des mineurs
Quatre mineurs disparaissent

4°P. 12315

POLITIQUE

UN COMITE POUR VERIFIER LES ACCORDS CENTRAMERICAINS

Le 28 septembre à New-York, les ministres des Affaires étrangères, le le groupe de Contadora et son groupe de soutien, les secrétaires généraux de l'Organisation des nations unies (ONU) et des Etats américains (OEA) ont décidé la création d'un comité parallèle pour veiller à l'entrée en vigueur des différentes mesures prévues par l'accord de Esquipulas II, signé en août dernier.

Le nouveau comité tiendra sa première réunion avant le 8 octobre, afin d'examiner, entre autres, les rôles que peuvent tenir l'ONU et l'OEA dans les tâches de vérification des accords.

Les 8 et 9 octobre aura lieu dans la capitale du Guatemala la réunion du Comité international de vérification et de suivi des accords ; les ministres des Affaires étrangères centraméricains, ceux du groupe de Contadora et les secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA y participent.

L'URNG : LE DIALOGUE, MAIS AVEC LE GOUVERNEMENT

Dans un communiqué diffusé le 29 septembre, l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) propose l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement du président Cerezo, et non avec la commission nationale de réconciliation, dont les attributions sont clairement définies par l'accord de Esquipulas II.

Bien que le commandement général de l'URNG accepterait de s'entretenir avec cette commission, il ne peut accepter que celle-ci assume des responsabilités politiques, qui ne sont que du ressort du président Cerezo et du ministre de la Défense.

Etant donné que les points fondamentaux de la négociation relèvent de décisions politiques et gouvernementales, l'interlocuteur de l'URNG doit être habilité à les prendre, ce qui n'est pas le cas de la commission. Les revendications des insurgés sont soutenues par une force politico-militaire que le propre commandement de l'armée avoue n'avoir jamais vaincu en 27 années de lutte.

PAS DE DIALOGUE MAIS DES CONVERSATIONS

Selon une déclaration du 29 septembre du président Cerezo, il ne peut y avoir de dialogue avec l'insurrection mais seulement des conversations pour étudier le processus d'intégration de ses membres à la vie institutionnelle. Si les insurgés acceptaient cette réintégration, la commission nationale de réconciliation se chargerait des modalités de l'incorporation au système en vigueur.

Le 24 septembre, Cerezo a confirmé que les démarches réalisées à Washington auprès de l'administration Reagan par le ministre de la Défense, le général Hector Gramajo, avaient abouti à l'octroi d'une aide militaire de 10 millions de dollars sous forme d'équipement "non offensif".

DES OPERATIONS DE CONTROLE DE LA POPULATION

Le général Manuel Antonio Callejas, chef de l'état-major de la défense, a informé le 29 de la mise en place d'un programme de contrôle de la population sur tout le territoire national ; ce contrôle sera effectué par l'armée et par les organismes de sécurité.

Le gouvernement souhaite de la sorte coordonner toutes les forces de sécurité ; il s'agit d'un "système de protection civile", consistant à combiner différents registres des organismes de sécurité et de l'armée.

REPRESSION SYNDICALE DANS LA CAPITALE

Le 27 septembre les députés Hector Vasquez et Otto Baechli ont renouvelé leurs accusations contre les autorités de la municipalité de la capitale ; ils dénoncent la répression intellectuelle dont seraient victimes les dirigeants du Syndicat central des travailleurs des municipalités (SCTM).

Les parlementaires ont effectué une visite au siège de la mairie au moment où le chef de l'administration, Alberto Flores, faisait pression sur un travailleur de base pour qu'il démissionne en échange de 5 mille quetzales (1800 dollars) ; le refus du travailleur a entraîné son licenciement pour des raisons de "réorganisations administratives."

CDH-ONU : DES PROBLEMES SUBSISTENT AU GUATEMALA

Le 24 septembre, Hector Gross Espiell, envoyé spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU au Guatemala, a estimé qu'il subsiste des éléments négatifs relatifs à la violence et une mentalité d'irrespect envers les droits de l'homme et les idéologies ; ce pays d'Amérique centrale, a-t-il ajouté, souffre d'un ordre social injuste.

Gross Espiell s'est entretenu avec des représentants des pouvoirs exécutif et législatif ainsi qu'avec des membres des organisations humanitaires non gouvernementales.

UNE TREVE DANS LE CONFLIT GOUVERNEMENT/PATRONAT

Le 23 septembre, la commission de médiation entre le secteur privé et le gouvernement a avancé des propositions visant à résoudre le conflit qui oppose les deux entités à propos de la réforme fiscale votée récemment. La commission est composée du maire de la capitale et de deux membres du Tribunal électoral suprême.

Parmi les six propositions avancées on relève l'installation d'une "commission technique de haut niveau", formée de six représentants du gouvernement et de six membres du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF).

L'association des avocats "Justice et Droit" fait remarquer qu'une concertation entre ces deux seuls secteurs ne résoudra pas le pro-

problème posé ; une solution devrait être recherchée par tous les secteurs qui s'étaient prononcés sur la question et qui ont été laissés à l' écart.

ECONOMIE

LE PRESIDENT DE LA BANQUE CENTRALE DEMISSIONNE

Le 24 septembre, lors de la clôture de la XLV réunion des gouverneurs des banques centrales latino-américaines et espagnole, Federico Linares, président de la Banque du Guatemala, a annoncé sa démission de ce poste, pour "des raisons de santé".

Selon Linares, le gouvernement guatémaltèque n'a pas subi de pressions du Fonds monétaire international pour réaliser la réforme fiscale ; il reconnaît néanmoins que le Fonds insiste sur la réduction du déficit budgétaire, que ce soit par la diminution des dépenses publiques ou par une augmentation des ressources.

Le Guatemala continuera à emprunter auprès de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale, bien que ces deux organismes se rangent à l'avis du FMI.

UNE SUBVENTION DE L'AID

A la suite d'un accord survenu le 24 septembre entre Rofolfo Paiz Andrade, ministre des Finances et le chargé d'affaires de l'ambassade nord-américaine, l'Agence internationale de développement (AID) accordera une subvention de 34,65 millions de dollars au gouvernement pour équilibrer sa balance des paiements.

Selon Paul White, directeur de l'AID, cette subvention doit être utilisée pour des activités de développement.

INSURRECTION

DES ACTIONS INSURRECTIONNELLES DANS LE SOLOLA

Selon des informations communiquées le 25 septembre par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), ses forces ont causé au moins 38 pertes aux troupes gouvernementales lors d'une embuscade tendue le 22 aux environs des plantations Moca grande et Monte de Oro, dans la municipalité Santiago Atitlan, département de Solola. Selon un communiqué du 29 septembre de l'URNG, la cinquantaine de combats soutenus au cours du mois de septembre contre l'armée gouvernementale se solde, pour cette dernière par 122 morts, 21 défections et 17 blessés.

Au cours de ce même mois, l'URNG a réalisé 9 occupations de villages, 20 occupations de voies routières, 6 affrontements avec des détachements militaires et 15 contre des troupes en mouvement.

Ces actions ont principalement eu lieu dans les départements de San Marcos, Solola, Chimaltenango, El Quiché et El Peten.

DROITS DE L'HOMME

LA CIDH : LA SITUATION DU GUATEMALA NE S'AMELIORE PAS

Dans son rapport annuel publié à Washington le 27, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des états américains affirme que la situation des droits de l'homme au Guatemala a connu une "baisse" en 1987.

La CIDH accorde "la plus grande importance et signification" au traité de paix d'Esquipulas II, signé le 7 août dernier par les présidents centraméricains ; d'une manière générale, la situation des droits de l'homme a progressé en Amérique latine, sauf au Chili, au Paraguay et au Guatemala.

LA CDHG : LA SITUATION DU GUATEMALA EST PREOCCUPANTE

Dans un communiqué diffusé le 26 septembre, la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) exprime sa préoccupation à propos de la crise économique, politique, sociale qui affecte profondément le pays. L'appareil répressif continue à agir, ouvertement ou clandestinement, ce qui se manifeste par des disparitions, des exécutions sans jugement, des bombardements chimiques sur les "zones de conflit" et des menaces de mort envers les dirigeants populaires et syndicaux. D'autre part, la CDHG dénonce le but de la récente visite du président Cerezo aux Etats-Unis, l'obtention d'une aide militaire de 10 millions de dollars.

L'organisation signale l'arrivée prochaine de deux représentants du groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées et souhaite que les résultats de leur enquête "seront suffisamment objectifs et critiques pour refléter la souffrance du peuple guatémaltèque".

DE NOMBREUSES VICTIMES DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

Les 24, 25 et 28 septembre, les rapports des organismes d'assistance ont fait état de neuf victimes de la violence officielle. Dans la majorité des cas, les victimes ont été enlevées et soumises à la torture.

Byron Mazariegos et Jorge Alberto Hoffnes Valenzuela ont été trouvés tués par balles à l'intérieur d'un véhicule sur le bas-côté de la route reliant la capitale à la municipalité de Villa Canales. On a retrouvé les corps de l'agriculteur Marco Tulio Palma et du mécanicien Oscar Figueroa ; ils avaient été enlevés à Santa Catarina Mita, département de Jutiapa pour le premier, et à Quetzaltenango, pour le second.

TROIS FEMMES ASSASSINEES

Dans la soirée du 23 septembre, Mariana Argueta Godoy, 65 ans, et Francis Rivera Argueta, 38 ans, ont été assassinées par balles par des inconnus qui les ont agressées dans la boutique dont elles étaient propriétaires. Le fait s'est produit dans la municipalité Atescatempa, département de Jutiapa.

D'autre part, Marta Bonilla Grijalva, 27 ans, a été tuée à l'arme blanche à l'intérieur de sa maison, située dans la capitale.

L'ARMEE TUE DES MINEURS

Le 27 septembre, l'armée a tué Mynor Aldana Morales et séquestré un autre mineur non identifié alors que ceux-ci s'étaient présentés chez un particulier pour y délivrer une enfant supposée séquestrée. D'après la dénonciation des parents des victimes et des voisins, des effectifs militaires sont intervenus aux premières heures du 26 dans une résidence où se trouvait la jeune Fabiola Pereira. Des coups de feu furent échangés pendant plusieurs minutes ; ni la mort de l'adolescent, ni l'enlèvement de son compagnon n'ont été consignés officiellement. Aucune explication n'a été donnée sur le fait que l'armée assume des fonctions revenant habituellement à la police.

QUATRE MINEURS DISPARAISSENT

Le 27 septembre, Dora de Vasquez a dénoncé à la presse la disparition de Felix Daniel Vasquez, 13 ans, et de José Adonias Contreras, 13 ans, alors qu'ils se rendaient à leur collège.

Pedro Felipe Paiz Chacon a dénoncé la disparition de ses deux fils Pedro Fernando et Cesar Vinicio Paiz Ascon, âgés de 14 et 13 ans ; ils ont disparu le 27 , dans un quartier est de la capitale.